

20 juil 2016 -18:55

Conseil des ministres du 20 juillet 2016

Le Conseil des ministres s'est réuni le mercredi 20 juillet 2016, au 16 rue de la Loi, sous la présidence du Premier ministre Charles Michel.

Lors de la conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères chargé de Beliris Didier Reynders a tout d'abord épinglé trois mesures prises aujourd'hui par le Conseil des ministres :

- la conclusion du protocole relatif au financement du projet d'extension du métro nord à Bruxelles. La STIB est en outre autorisée à lancer des procédures de marché public pour l'expropriation et l'occupation de terrains
- l'évaluation du fonctionnement interne de B-FAST. Un audit financier sera réalisé pour B-FAST ainsi que pour les moyens utilisés par les différents départements
- les principes et les orientations de la campagne pour un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Theo Francken a présenté la liste des pays d'origine sûrs et a donné des explications sur l'ajout de la Géorgie à cette liste.

Le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Jan Jambon a ensuite annoncé que le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi relatifs à l'utilisation de caméras par la police et l'utilisation de caméras de surveillance dans le secteur privé. Ces avant-projets tiennent compte de l'évolution technologique. Le ministre a également annoncé que la police pourra bientôt utiliser des bodycams et que les caméras non visibles pourront être utilisées dans la lutte contre le terrorisme.

Le ministre de la Justice Koen Geens a détaillé plusieurs projets approuvés aujourd'hui, parmi lesquels le dernier avant-projet « pot-pourri V » visant à plus d'efficacité dans le domaine de la Justice.

Le ministre de l'Emploi Kris Peeters a donné également quelques explications sur l'avant-projet de loi relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automobiles.

Le ministre des pensions Daniel Bacquelaine et le ministre des Indépendants Willy Borsus ont ensuite détaillé l'avant-projet de loi instaurant une pension complémentaire du deuxième pilier pour les indépendants-personnes physiques. Le ministre Borsus a aussi annoncé l'instauration d'un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants en cas de cessation pour raison économique ainsi que un nouveau mécanisme d'accompagnement et d'activation dans le cadre du droit à l'intégration sociale (projet individualisé d'intégration sociale).

Maggie De Block, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a par ailleurs annoncé la création de Sciensano : un nouvel établissement pour tous les aspects médicaux et vétérinaires de santé publique. Cet établissement résulte de la fusion de l'Institut scientifique de Santé publique et du Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques (CERVA).

Enfin, le Premier ministre Charles Michel a annoncé que le Conseil des ministres avait approuvé le 3e

arrêté royal de répartition de la provision budgétaire destinée à couvrir les initiatives en matière de lutte contre le terrorisme et le radicalisme (voir communiqué ci-annexé).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be